

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Espagne

Une publication du SER de Madrid
Novembre 2024

Le chiffre du mois

14,4 Md€

Montant des aides annoncées par le gouvernement pour faire face
aux destructions causées par la DANA à Valence

Zoom sur :

Les 29 et 30 octobre, l'Est et le Sud de l'Espagne ont connu un phénomène météorologique de "goutte froide" (DANA) entraînant des pluies torrentielles et dévastatrices pour la région de Valence. Selon les premières estimations de la Banque d'Espagne, l'exposition du secteur financier dans les zones touchées s'élève à environ 20 Md€, dont 13 Md€ correspondent à des prêts aux ménages et 7 Md€ à des prêts aux entreprises (dont 60 % de PME). En ce qui concerne les détenteurs de ces prêts, les données indiquent que 23 000 entreprises (90% de PME) seraient ainsi détentrices de crédits et 472 000 particuliers (dont 150 000 titulaires d'un prêt au logement). La DANA a touché 68 municipalités abritant plus de 48 700 entreprises, dont plus des trois quarts appartiennent au secteur des services. Ces

entreprises génèrent 21,8 Md€ de PIB, emploient 264 883 personnes et représentent 27,5% de la production totale de la province de Valence. Les 32 municipalités les plus touchées représentent 13,3 Md€ de PIB et emploient 220 000 travailleurs.

Les premières mesures d'indemnisations et d'aide ont été annoncées afin de faire face aux conséquences immédiates de la catastrophe. Les foyers touchés ayant une police d'assurance seront indemnisés par le *Consortio de compensación de Seguros (CCS)*, qui estime le total des indemnisations à 3,5 Md€. Lors du conseil des ministres du 5 novembre, le président Sánchez a déclaré « l'état de catastrophe » et a annoncé un **1^{er} paquet de mesures de 10,6 Md€**, avec des mécanismes s'inspirant de la réponse à la crise Covid. Cette 1^{ère} réponse sera suivie de plans pour la reconstruction des zones affectées et l'adaptation du territoire au changement climatique. En outre, le gouvernement régional a présenté à l'État un plan de 136 mesures, demandant ainsi près de 31 Md€ d'aides.

Le Journal officiel de l'État a publié ce mardi le décret-loi royal 7/2024 adoptant **110 mesures additionnelles urgentes** pour un montant supplémentaire de 3,7 Md€, en plus des 10,6 Md€ approuvés le 5 novembre.

Activités macroéconomiques & financières

	Gouvernement espagnol Rapport de situation macro. (Sept. 2024)*		Commission Européenne Prévisions d'automne (Novembre 2024)		Banque d'Espagne Prévisions Eurosysteme (Sept. 2024)		OCDE Perspectives économiques mondiales (Sept. 2024)**		FMI Perspectives économiques Mondiales / Art.IV (Octobre 2024)	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Croissance PIB	+2,7 %	+2,4 %	+3,0 %	+2,3 %	+2,8 %	+2,2 %	+2,8 %	+2,2 %	+2,9 %	+2,1 %
Taux de chômage	11,2 %	10,3 %	11,5 %	11,0 %	11,5 %	11,0 %	11,7 %	11,3 %	11,6 %	11,2 %
Déficit public (% du PIB)	-3,0 %	-2,5 %	-3,0 %	-2,6 %	-3,3 %	-3,1 %	-3,3 %	-2,6 %	-3,0 %	-2,8 %
Dette publique (% du PIB)	105,1 %	103,6 %	102,3 %	101,3%	105,4 %	105,4 %	107,1 %	106,7 %	102,3 %	100,7 %
Inflation (moyenne annuelle)	+ 3,5 %	+ 2,5 %	+2,8 %	+2,2%	+2,9 %	+2,1 %	+3,0 %	+2,1 %	+2,8 %	+1,9 %
	Déflateur de la consommation privée		IPCH		IPCH		IPC		IPC	

* Les prévisions de croissance du PIB, du taux de chômage et d'inflation correspondent à la mise à jour des prévisions macroéconomiques de septembre 2024 ; les prévisions de déficit public et de dette publique correspondent à la trajectoire de finances publiques de septembre 2024.

** Les prévisions de croissance du PIB et d'inflation correspondent au rapport intermédiaire sur les perspectives économiques de l'OCDE de septembre 2024 ; le reste des prévisions correspond aux prévisions des perspectives économiques de l'OCDE de mai 2024.

Macroéconomie

Croissance du PIB au T2 2024 : selon la [1^{ère} estimation de l'INE](#), le PIB trimestriel espagnol a enregistré une croissance de +0,8 % au T3 2024 (similaire par rapport au T2), portant l'acquis de croissance pour l'année à 2,9%. Le résultat s'explique notamment par les bons résultats de la demande nationale (contribution de 0,9 point), alors que la demande externe a eu une contribution négative de -0,1 point.

Inflation : selon la [2^{ème} estimation de l'INE](#), l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 1,8% en glissement annuel en octobre 2024 (+0,3 pp par rapport à

septembre). L'IPC harmonisé au niveau européen (IPCH) s'élève à +1,8% en g.a (+0,1 pp par rapport à septembre). L'inflation sous-jacente en Espagne s'élève à 2,5% (+0,1 pp par rapport à septembre).

Endettement des ménages et des entreprises: selon les [comptes financiers de l'économie espagnole](#) publiés par la banque d'Espagne, l'endettement des ménages et des entreprises s'élevait à 110,4% du PIB au T2 2024, soit un recul de 7,3 points par rapport à l'année précédente. Par catégories, la dette des ménages s'élevait à 45,4% du PIB et celle des entreprises à 65,0% du PIB au T2 2024, soit un recul de 3,7 points en un an dans les deux cas (68,7% et 49,1% au T1 2023).

Finances publiques

Plan structurel à moyen terme: le gouvernement espagnol a adopté mi-octobre le plan structurel à moyen terme prévu par le cadre des nouvelles règles budgétaires européennes. L'Espagne a notamment demandé une extension de la période d'ajustement de 4 à 7 ans et prévoit de porter le déficit public de 3,0% du PIB en 2024 à 0,8% du PIB en 2031, et la dette publique de 102,5% du PIB en 2024 à 90,6% du PIB en 2031. Pour justifier cette extension, l'Espagne s'est engagée à réaliser 15 investissements et réformes supplémentaires, notamment en matière d'immigration, de logement et d'amélioration du climat des affaires.

En outre, l'Espagne n'a pas présenté son projet de plan budgétaire, normalement transmis à la Commission européenne le 15 octobre chaque année. Le gouvernement a indiqué que le document sera transmis ultérieurement lorsque le projet de budget national pour 2025 sera plus avancé.

Déficit public : le déficit des administrations publiques (hors municipalités), s'élevait à 36,4 Md€ fin août 2024 (2,3% du PIB), soit une hausse de 12,7% par rapport à la même période en 2023. Par administration, l'État central enregistre un déficit de 37,1 Md€ (2,3% du PIB). En revanche, les régions et la sécurité sociale enregistrent un excédent de 0,2 Md€ (0,01% du PIB) et de 0,5 Md€ (0,03% du PIB) respectivement.

Dette publique : en août 2024, la dette des administrations publiques s'est élevée à 1 623 Md€, soit une hausse de 3,7% en glissement annuel.

Emploi

Enquête de population active : selon l'INE, le taux de chômage reste stable au T3 2024 et s'élève à 11,2% (11,3% au T2 2024). Le nombre de personnes au chômage reste stable à près de 2,8 millions de personnes (-1 200 personnes par rapport au trimestre précédent). Par ailleurs, l'Espagne atteint un record de 21,8 millions de personnes

occupées¹ (+ 138 000 personnes par rapport au T2 2024) et la population active² augmente de 137 000 personnes par rapport au T2 2024 et atteint les 24,6 millions de personnes.

Affiliations à la sécurité sociale : fin octobre, la sécurité sociale enregistre près de 21,3 millions d'affiliés corrigé de variations saisonnières (c.v.s), soit près de 68 000 affiliés c.v.s. supplémentaires par rapport au mois de septembre et 446 000 affiliés c.v.s en plus depuis le début de l'année 2024.

Chômage : fin octobre, le nombre de personnes inscrites au chômage s'élève à 2,6 millions de personnes. Par rapport au mois de septembre, le nombre de personnes au chômage a augmenté de près de 27 000 personnes mais diminué de près de 17 000 personnes c.v.s. Sur un an, la réduction est de près de 157 000 personnes.

Entreprises

Chiffre d'affaires : selon l'INE, en août l'indice de chiffre d'affaires des entreprises ([ICNE](#)) est en baisse à -0,8% c.v.s. en variation mensuelle. Les services marchands non financiers ont affiché la plus forte hausse (6,2%), tandis que l'approvisionnement en électricité, eau, l'assainissement et la gestion de déchets ont enregistré la plus forte baisse (-18,3%).

Chiffre d'affaires industrie et services : selon l'INE, en août, le chiffre d'affaires du secteur industriel ([ICN](#)) enregistre une baisse de -0,5 % c.v.s. en variation mensuelle. Le seul secteur qui a augmenté est celui des biens d'investissement (0,5%). Le secteur de l'énergie enregistre une baisse de -4,0%, suivi le secteur des biens intermédiaires avec une baisse de -1,3%. Le chiffre d'affaires du secteur des services ([IASS](#)) se situe à -1,0% c.v.s. en variation mensuelle pour août 2024.

Indices PMI : en octobre, l'indice PMI du secteur industriel reste au-dessus des 50 pts (expansion) et augmente par rapport au mois précédent de +1,5 pt à 54,5 pts, le plus haut depuis 32 mois. L'indice PMI du secteur services reste au-dessus de 50 pts (expansion), à 54,9 pts pour le mois d'octobre (variation mensuelle de -2,1 points). Pour le mois d'octobre, le PMI composite de l'Espagne baisse de -1,1 pt à 55,2 pts.

Création d'entreprises : selon l'INE, 6 874 sociétés ont été créées en août 2024, soit 3,9% de plus par rapport au mois d'août de 2023. Le capital souscrit pour leur création a été de 378 M€ (-76,6% par rapport à août 2023), avec une moyenne de 55 112€ (-77,6% g.a.). Toujours en août 2024, l'institution enregistre la liquidation de 1 361 sociétés (augmentation du nombre de liquidation de sociétés de 0,9% par rapport au mois d'août 2023).

Commerce de détail : l'indice de commerce de détail ([ICM](#)) enregistre une variation mensuelle de 0,4% c.v.s. en août 2024. Par mode de distribution, ce sont les entreprises à établissement unique

¹ Les personnes dites « occupées » sont les personnes qui, au cours de la semaine de référence, ont travaillé pendant au moins une heure en échange d'un paiement, ou qui ont été temporairement absentes du travail pour cause de maladie, de vacances, etc.

² La population active englobe à la fois les personnes occupées et les personnes au chômage.

qui ont le plus progressé (1,1%). Par produit, les produits alimentaires ont baissé de 0,2%.

Numérique

Investissements : le Ministère de la transformation digitale et de la fonction publique [a annoncé en octobre](#) sa volonté de destiner plus de 80 M€ à la création d'espaces de données dans les secteurs stratégiques (santé, agroalimentaire et mobilité durable). Le projet de résolution prévoit de soutenir 90 projets innovants, avec un investissement de plus de 83 M€, qui mobiliseront près de 136 M€ en comptant les contributions totales de la part des bénéficiaires. Le développement des espaces de données sectoriels marque une étape importante dans l'économie numérique du pays. Les secteurs productifs montrent un grand intérêt pour l'économie des données, qui favorise la croissance de l'industrie numérique et la transformation technologique.

Secteur bancaire et financier

Défaut de paiement : le ratio de prêts non performants (NPL) du secteur financier (entités de dépôts et établissements financiers de crédits) se maintient à 3,44% en août 2024 (après 3,42% en juillet, le niveau le plus bas depuis 2008).

Prêts immobiliers : selon les dernières données provisoires de l'INE, en août 2024 le nombre de nouveaux prêts immobiliers a augmenté de 8,8% en glissement annuel. Parmi ces nouveaux prêts, 38,7% étaient à taux variables et 61,3% à taux fixe. Le taux d'intérêt moyen des nouveaux prêts s'élève à 3,3% pour une durée moyenne de 24 ans. Le taux d'intérêt moyen à la signature du prêt était de 3,0% pour les prêts immobiliers à taux variable et de 3,5% pour les prêts immobiliers à taux fixe.

Projet de fusion BBVA-Sabadell : l'autorité de la concurrence espagnole (CNMC), qui devait rendre son avis le 12 novembre, ne s'est pas prononcée sur l'OPA hostile de BBVA sur Sabadell et va procéder à une « phase 2 » d'analyse, cette dernière correspondant à une nouvelle phase d'analyse approfondie durant laquelle Sabadell et d'autres tiers (ayant un intérêt légitime) peuvent être consultés. La CNMC justifie ce renvoi en raison de l'impact potentiel de l'OPA sur le maintien d'une concurrence effective. Le communiqué de la CNMC mentionne également qu'un rapport obligatoire sera demandé aux communautés autonomes où la concentration a un impact significatif. Légalement, le processus d'analyse durera au moins 3 mois.

Nomination du Directeur général de la Banque des règlements internationaux : l'ancien gouverneur de la banque d'Espagne Pablo Hernández De Cos, dont le mandat s'est terminé cet été, a nommé Directeur général de la Banque des règlements

internationaux. Son mandat durera 5 ans et débutera à partir du 1^{er} juillet 2025.

Baisse de la rentabilité des émissions de titres de dettes par le Trésor espagnol : la rentabilité des « Letras del Tesoro » à 3 et 9 mois (titres à très court terme du Trésor espagnol) a diminué lors de la dernière adjudication à environ 2,7%. En octobre la rentabilité des « Letras » à 3 mois était à 3,1% et celle des « Letras » à 9 mois ; 2,8%. Depuis le début de l'année 2023, les Letras sont devenues l'un des actifs d'investissement à faible risque particulièrement appréciés par les particuliers.

Marché de l'immobilier

Régulation des loyers : plus d'un an après l'adoption de la loi nationale sur le logement qui prévoit entre autres une régulation des loyers dans les zones déclarées sous tensions, le Pays-Basque et la Navarre ont également lancé, après la Catalogne, les processus pour pouvoir déclarer des zones sous tensions et ainsi encadrer les loyers. La déclaration des zones sous tensions relève en effet de la compétence des communautés autonomes, et jusqu'à présent la Catalogne était la seule région à avoir déclaré des zones sous tensions.

Marché locatif : au T3, 17% des logements loués via le principal portail immobilier Idealista ont été en ligne moins de 24h. Ce phénomène est très marqué dans certaines villes comme Gérone (48% des logements en ligne moins de 24h), Huesca (38%), Palma de Mallorca (26%), Saragosse (25%), Bilbao (24%), Saint Sébastien (21%) et Barcelone (20%).

Limitation des logements touristiques : face aux pressions sur le marché immobilier, la mairie de Bilbao a mis en place un moratoire d'un an sur l'octroi de nouvelles autorisations d'hébergements touristiques chez les particuliers. Actuellement, il y aurait environ 1 300 appartements touristiques chez des particuliers tandis qu'il n'y en avait 24 en 2016 selon le gouvernement régional.

Fin des « golden visas » : le congrès des députés, l'équivalent de l'assemblée nationale en Espagne, a voté en faveur de la fin des « golden visas » annoncée par le chef du gouvernement Pedro Sánchez en avril 2024. Cette mesure introduite en 2013 par l'ancien gouvernement de droite (PP) permettait alors de délivrer des permis de résidence en Espagne aux étrangers qui investissaient :

- au moins 500 000€ dans des biens immobiliers en Espagne
- au moins 2 M€ dans des titres de la dette publique espagnole
- ou 1 M€ dans des actions ou des parts de sociétés de capitaux espagnoles ayant une activité commerciale réelle, des fonds d'investissement à capital fixe ou des fonds de capital-risque constitués en Espagne.

Le texte doit maintenant être examiné au Sénat.

Marché de l'achat : selon l'INE, les ventes et les achats de logements sont en hausse en septembre 2024 avec 61 887 opérations, le

chiffre le plus haut enregistré depuis 2007. Par rapport à septembre 2023, le volume des transactions a augmenté de 41,5%.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ES>

Rédaction : Cattin Laure, Marañón Alexander, Nkoa-Zoa Mélodie

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr